NUMERO DE REGISTRE: 88

NOTIFICATION DE CONTRÔLE PREALABLE

Date de soumission : 2 March 2006

Numéro de dossier : 2006/102

Institution : European Investment Bank

Base légale : article 27-5 du Règlement CE 45/2001(1)

(1) OJ L 8, 12.01.2001

INFORMATIONS NECESSAIRES (2)

(2) Merci de joindre tout document utile

1/ Nom et adresse du responsable du traitement

BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT
BOULEVARD KONRAD ADENAUER, 100
L-2950 LUXEMBOURG

2/ Services de l'institution ou de l'organe chargés du traitement de données à caractère personnel

1. Directeur du département "Marché des Capitaux" (FICAP)
2. Directeur du département « Trésorerie » (FITRE)

3/ Intitulé du traitement

Système d'enregistrement des communications téléphoniques relatives aux opérations d'emprunts, de négoce en devises, en titres et en dépôts faits dans les départements des Marchés des capitaux (FICAP) et de la Trésorerie (FITRE).

4/ La ou les finalités du traitement

Toutes les opérations financières lancées par les Front offices (FICAP et FITRE) avec leurs contreparties (banques et institutions financières) sont négociées et conclues par téléphone. De ce fait, un risque subsiste pour qu'un des termes de l'accord conclu ait été mal interprété par l'une ou l'autre partie. L'utilité du système d'enregistrement est donc de pouvoir réécouter la (les) conversation(s) originelles afin de déterminer quels avaient été les termes exacts de l'accord.

5/ Description de la catégorie ou des catégories de personnes concernées

A l'exception du personnel de secrétariat et/ou d'assistance, tous les membres du personnel attachés à ces deux départements et réalisant des opérations financières sont soumis à l'obligation d'accepter l'enregistrement en continu de leurs communications téléphoniques et ce, conformément au code d'éthique professionnel du milieu financier.

6/ Description des données ou des catégories de données (en incluant, si nécessaire, les catégories particulières de données (article 10) et/ou l'origine des données)

Toutes les communications téléphoniques, professionnelles et privées, entrantes et sortantes sur chaque poste téléphonique du personnel mentionné au point 5 ci-dessus.

7/ Informations destinées aux personnes concernées

La procédure d'enregistrement des communications téléphoniques a débuté en 1994. Toutes les personnes initialement concernées en ont été officiellement informées par leur hiérarchie. La réglementation ad hoc, mise en place à cet effet et avalisée par les services de l'Audit Interne, leur a été remise. Cette procédure fait désormais partie intégrante (annexe 4) du « Finance Directorate Front Office Manuel » dont un exemplaire est remis à chaque nouveau membre de la Direction (ci-joint, copie de l'annexe 4).

8/ Procédures garantissant les droits des personnes concernées(*droits d'accès, de faire rectifier, de faire verrouiller, de faire effacer, d'opposition*)

Les enregistrements sont effectués, en circuit fermé, sur une machine professionnelle de marque ERICSSON . L'appareillage est localisé dans une salle sécurisée à accès par lecteur de badge et limité au personnel technique compétent et aux agents du Service de la Sécurité.

Limitation d'accès au système : limité à un Administrateur (technicien CTTL), un Opérateur (agent de maintenance BEI et un groupe de Managers représenté par le Directeur Général des Finances, les deux directeurs des départements des Marchés des Capitaux et de la Trésorerie, un membre de la coordination et, conjointement, à chaque personne dont le téléphone est sous enregistrement.

9/ Procédures de traitement automatisées / manuelles

Toutes les données téléphoniques sont traitées via un système informatique. Pour des raisons évidentes de sécurité, ce système n'est pas relié au réseau informatique de la BEI. Le stockage des données d'enregistrement se fait au moyen de CD-ROM qui sont ensuite stockés dans le coffre-fort de la Coordination des Finances.

10/ Support de stockage des données

11/ Base légale et licéité du traitement

- Règlement du personnel
- FI Front Office Manuel / Annexe 4

12/ Destinataires ou catégories de destinataires auxquels les données sont susceptibles d'être communiquées

En cas de litige uniquement

- La contrepartie (banque ou organisme financier directement concerné)
- Si nécessaire, l'Inspecteur Général, les services juridiques, le directeur RH et le Chief Compliance Officer (CCO).

13/ Politique de conservation des données personnelles (ou catégories de données)

13 a/ Dates limites pour le verouillage et l'effacement des différentes catégories de données

(après requête légitime de la personne concernée)

(*Merci d'indiquer les dates limites pour chaque catégorie, si nécessaire*)

1 an pour le verrouillage

1 an pour l'effacement

14/ Finalités historiques, statistiques ou scientifiques

Si vous conservez les données pour des périodes plus longues que celles mentionnées ci-dessus, merci d'indiquer, si nécessaire, ce pourquoi les données doivent être conservées sous une forme permettant l'identification.

NON APPLICABLE

15/ Transferts de données envisagés à destination de pays tiers ou d'organisations internationales

Non applicable car chaque contrepartie possède également son propre système d'enregistrement.

Si la contrepartie ne devait pas posséder chez elle un tel système d'enregistrement, il appartiendrait à cette dernière de se déplacer jusqu'au siège de la BEI pour écouter la communication téléphonique litigieuse.

16/ Le traitement présente des risques particuliers qui justifient un contrôle préalable : *(Merci de décrire le traitement)* :

comme prévu à :

Autre (concept général de l'article 27.1)

17/ Commentaires

LIEU ET DATE: Luxembourg, 22 février 2006

DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES: Jean-Philippe MINNAERT

INSTITUTION OU ORGANE COMMUNAUTAIRE: Banque européenne d'investissement